SYRIE

Au moins 60 civils tués dans des frappes aériennes de la coalition proaméricaine

Au moins 60 civils ont été tués dans des frappes aériennes de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis dans la province de Deir ez-Zor, dans l'est de la Syrie, a rapporté hier l'agence de presse syrienne Sana.

Ces dernières heures, la coalition a lancé des frappes contre plusieurs villages et villes à l'est de la Syrie, dans la province de Deir ez-Zor, a indiqué l'agence.

Cette «agression est un massacre, avec plus de 60 personnes tuées et des dizaines d'autres, majoritairement des femmes et des enfants, blessées», a dit la même source.

Ces raids interviennent moins de 48 heures après les frappes de la coalition américaine ayant visé un hôpital de la ville de Boukamal, dans la banlieue de Deir ez-Zor, tuant six civils, dont des femmes et des enfants, et en blessant des dizaines d'autres.

La coalition antiterroriste dirigée par les Etats-Unis mène une offensive contre les positions du groupe terroriste Daesh dans le nord de la Syrie depuis 2014.

Le ministère syrien des Affaires étrangères a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU à dissoudre cette coalition, affirmant que l'alliance a été formée sans l'accord du gouvernement syrien.

Damas affirme également que cette coalition a été formée en dehors du cadre de l'ONU, soulignant que le Conseil de sécurité a la responsabilité de maintenir la paix et la sécurité au niveau mondial et doit donc mettre fin aux «crimes» de la coalition mais aussi veiller à l'application des résolutions du Conseil ayant trait à la lutte contre le terrorisme.

Selon l'agence Sana, les frappes de la coalition internationale ont fait des centaines de victimes parmi les civils à travers de nombreuses villes et villages relevant de la province de Deir ez-Zor dont Zianat, Djebour, Hassaket et Boukmal, les 3, 12, 18, 24, 27, 29 et 30 juillet 2017.

Par ailleurs, le Président El-Assad a affirmé lundi que l'armée syrienne s'approchait de la victoire face aux groupes terroristes, a rapporté l'agence de presse Sana.

A l'occasion du 72e anniversaire de la fondation de l'armée syrienne, M. El Assad a fait savoir que l'armée syrienne avait «réussi à accomplir de grands progrès face à un ennemi terroriste sans précédent».

«Nous affrontons un ennemi terroriste comme l'Histoire n'en a jamais connu», a déclaré le Président syrien, soulignant que cet ennemi était «appuyé par des puissances régionales et internationales qui cherchent à contrôler la région tout entière».

«Aujourd'hui, vous écrivez les pages glorieuses de l'Histoire et approchez de la victoire grâce à votre fermeté et détermination», a-t-il déclaré devant l'armée.

Photos : DR

Les frappes de la coalition internationale ont fait des centaines de victimes.

L'armée syrienne a réalisé de grandes avancées dans la bataille contre les groupes terroristes, dont le groupe Daesh et le Fatah al-Cham (ex-Front al-Nosra) affilié à «Al-Qaïda».

L'armée syrienne a récemment libéré une grande partie du désert syrien des mains de Daesh en avançant dans l'est de la province centrale de Homs et en chassant le Fatah al-Cham de la ville de Fleita dans la région de Qalamoun (ouest), proche de la frontière libanaise.

TURQUIE

Ouverture du plus grand procès de putschistes présumés

Le procès de près de 500 personnes soupçonnées d'avoir pris part au coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016 en Turquie s'est ouvert hier, ont rapporté des médias.

L'audience se déroule dans la prison de Sincan, où une immense salle pouvant accueillir plus de 1 500 personnes a été aménagée spécialement pour la tenue de procès géants liés au putsch manqué il y une année, selon les médias. Les prévenus sont soupçonnés d'avoir orchestré le coup manqué contre le Président Recep Tayyip Erdogan depuis une base aérienne au nord-ouest d'Ankara, présentée comme le centre de commandement des putschistes. C'est depuis cette base à Akinci, affirment les autorités, que les ordres ont été donnés aux pilotes de l'armée de l'air qui ont bombardé le Parlement et le palais présidentiel dans la nuit du 15 au 16 juillet 2016.

Parmi les suspects qui sont jugés, 461 sont en détention, 7 autres sont en fuite alors que les autres comparaissent libres. Le principal suspect jugé par contumace est le prédicateur Fethullah Gülen, (exilé aux Etats-Unis), accusé par Ankara d'être l'instigateur du putsch, ce que ce dernier dément.

Adil Oksuz, considéré comme le chef opérationnel des putschistes, est lui aussi en fuite. Il avait pourtant été arrêté après le coup d'Etat avant d'être libéré sur ordre d'un juge.

Son second, l'homme d'affaires Kemal Batmaz, détenu dans une prison près d'Ankara, sera en revanche présent au tribunal. L'ancien chef de l'armée de l'air Akin Ozturk figure lui aussi parmi les suspects déjà en détention. Avec d'autres accusés, il est jugé dans plusieurs procès en lien avec le putsch manqué.

Plusieurs chefs d'accusation ont été retenus contre les suspects, allant de tentative d'assassinat de M. Erdogan à violation de la Constitution.

Le chef d'état-major, le général Hulusi Akar, et d'autres hauts gradés de l'armée avaient en outre été séquestrés sur la base d'Akinci par des militaires factieux avant d'être relâchés le 16 juillet 2016 au matin. Un imposant dispositif de sécurité a été déployé pour l'audience, mobilisant 1 130 agents de sécurité à l'intérieur et aux abords de la salle, selon l'agence Anadolu.

En mai, un autre procès impliquant plus de 200 instigateurs présumés du putsch manqué s'y était ouvert sous haute sécurité. Un procès similaire pour quelque 330 suspects avait débuté en février dans la même salle d'audience.

Quelque 250 personnes avaient été tuées lors de la tentative de coup d'Etat, ainsi que 24 putschistes présumés.

Plusieurs procès de putschistes présumés se sont ouverts ces derniers mois en Turquie où plus de 50 000 personnes soupçonnées d'être liées au réseau Gülen, ont été arrêtées depuis la tentative de coup d'Etat.

DJIBOUTI

La Chine inaugure sa première base à l'étranger

La Chine a inauguré hier à Djibouti sa première base militaire à l'étranger, aux portes de la mer Rouge, a annoncé l'agence Chine nouvelle.

L'ouverture de la base a été marquée par une cérémonie en présence du numéro deux de la marine chinoise, Tian Zhong, et du ministre de la Défense de Djibouti, a rapporté l'agence de presse officielle.

L'annonce coïncide avec le 90e anniversaire de la fondation de l'Armée rouge, un événement célébré à Pékin par un discours du président Xi Jinping, qui a assuré que son pays était «confiant de pouvoir vaincre toute invasion» potentielle.

La marine chinoise est présente depuis fin 2008 au large de la Somalie et dans le golfe d'Aden, dans le cadre des efforts internationaux pour combattre la piraterie dans cette région. Mais cette «base logistique» est la première du genre pour Pékin.

Une première du genre pour Pékin.

Elle servira à soutenir «les escortes navales en Afrique et au Moyen-Orient, les opérations de maintien de la paix (de l'ONU) et l'aide humanitaire», a indiqué le mois dernier le ministère chinois de la Défense, en annonçant le départ d'un premier groupe de soldats à destination de la base africaine.

La base servira également à Pékin pour le soutien des opérations anti-piraterie et l'évacuation de ses ressortissants en cas de crise. La Chine avait annoncé début 2016 le lancement de la construction de cette installation à Djibouti. Le pays africain compte déjà des bases militaires française, américaine et japonaise.

Djibouti, 800 000 habitants, est stratégiquement situé sur le détroit de Bab-el-Mandeb, un des corridors maritimes les plus fréquentés au monde.

Le ministère américain de la Défense avait estimé en juin dans un rapport que cette base chinoise «reflète et amplifie l'influence croissante de la Chine, qui augmente la portée de ses forces armées». Pékin avait rejeté ces accusations et assuré que «la Chine ne recherche pas l'expansion militaire».

A titre de comparaison, les Etats-Unis comptent plus de 600 bases militaires à l'étranger et la France une dizaine, selon Juliette Genevaz, chercheuse à l'Institut de recherche stratégique de l'Ecole militaire française.